



**GOURNAY**  
SUR MARNE

## Conseil municipal Séance du 2 avril 2026

### Délibération n° 2026 - 39

<b>Membres du Conseil municipal</b>			
Total	présents	procuration(s)	absent(s)
29	26	3	0

Le 2 avril à 20 h le Conseil municipal de Gournay-sur-Marne s'est réuni en salle des mariages sur convocation du 25 mars 2026 effectuée en application de l'article L 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Présents : Nicolas SERERO – Antoine LEGENTIL – Géraldine BADUEL – Bruno AFONSO – Jennifer JAM – Gilles VIVIEN – Faiza CHAKOURI – Laurent RAGUIN – Aurélie HOUEIX – Gina BARBIER Arnaud LOPEZ – Fatsiha MEDDAH – Pierre HAGEMAN – Odilia SEQUEIRA DOS SANTOS VICENTE Joel SOUSA – Véronique COSTA – Alain BARTHELMAY – Syla ALILECHE – Lucas PRIGENT Stéphanie BARBARA-VAGEON – Marc FARGEAU – Pauline SEMAILLE – Alain FROBERGER Sandrine LAÏ – Anthony ANTUNES – Simon PELLEGRY – Marion LEVILLAIN-RENARD – François BOLLON – Dominique POLCRI.

L'assemblée élit pour secrétaire de séance, Madame Géraldine BADUEL.

### OBJET : DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION MUNICIPALE PERMANENTE « URBANISME - TRAVAUX »

Sur proposition de Monsieur Gilles VIVIEN,

Conformément aux articles L.2121-22 et L.2121-22-1 du CGCT, les membres des commissions municipales permanentes sont désignés par le Conseil municipal au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, afin d'assurer une représentation pluraliste des groupes politiques issus du Conseil municipal.

Par délibération n° 2026-32, le Conseil municipal a créé les commissions municipales et fixé à 5 le nombre de membres titulaires composant chacune d'elles, le Maire étant président de droit et non comptabilisé dans cet effectif.

En cas d'absence ou d'empêchement, les commissions sont convoquées et présidées par le vice-président élu par celles-ci lors de leur première réunion.

La commission « Urbanisme – Travaux » traite des questions d'aménagement du territoire communal et de gestion du patrimoine bâti. Elle examine les projets d'urbanisme, les documents de planification (PLUi, etc.), ainsi que les opérations de travaux, d'entretien et de construction. Elle veille à la cohérence du développement urbain, à la qualité du cadre de vie et à la bonne conduite des projets d'investissement.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation des membres de la commission municipale permanente « **URBANISME - TRAVAUX** » pour la durée du mandat.

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

**ENTENDU** l'exposé de Monsieur Gilles VIVIEN,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2121-22 et L.2121-22-1,

**VU** la délibération n° 2026-32 relative à la création des commissions et à la détermination du nombre de membres,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer une représentation pluraliste des sensibilités politiques au sein des commissions,

**CONSIDÉRANT** que la désignation des représentants du Conseil municipal s'effectue au scrutin secret sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y recourir,

### DÉLIBÈRE

**ARTICLE 1 : DÉSIGNE** à la commission municipale permanente « **URBANISME - TRAVAUX** », conformément à l'ordre de présentation des listes et à la répartition arrêtée, les membres suivants :

- Monsieur le Maire, Président de droit
- M. Gilles VIVIEN
- M. Joël SOUSA
- M. Anthony ANTUNES
- M. Laurent RAGUIN
- M. Simon PELLEGRY

**ARTICLE 2 : DIT** que Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'État dans le département et publiée conformément aux règles en vigueur.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal a adopté à l'unanimité.**

SUFFRAGES EXPRIMÉS	29
POUR	29
CONTRE	0
ABSTENTIONS	0

Fait et délibéré en séance les jours mois et an susdits et ont les membres présents signés après lecture.

Le Maire,  
**Nicolas SERERO.**

Certifiée exécutoire compte tenu  
de la publication le : 3 avril 2026

Le Maire,  
**Nicolas SERERO.**



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.